

les communautés se sont effondrées ».

Ses mots sonnent vrai en Afrique, où la relance n'est pas seulement une question de changer les politiques économiques, signer des traités ou faire des prêts. Cela doit prendre en compte le fait qu'en raison des conflits, des maladies ou des effets amers des Programmes d'ajustement structurel (PAC) qui en eux-mêmes ont été durs pour les femmes en particulier, de nombreuses communautés se sont plus ou moins effondrées et l'ordre social a été écrasé.

La pauvreté augmente en Afrique, comme le montre la documentation du NPDA et on a reconnu que la majorité des pauvres sont des femmes. La Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales ont établi clairement la nécessité de la participation populaire à l'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté mais jusqu'à ce jour, on a très peu encouragé ou facilité cette participation en Afrique.

En septembre 1999, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont annoncé que tous leurs programmes de prêts ciblant les 80 pays les plus pauvres du monde, y compris de nombreux pays d'Afrique, seraient par la suite fondés sur les Documents sur la Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). Tout en maintenant que les conditions sous-jacentes pour réduire la pauvreté sont toujours « les contraintes budgétaires, la stabilité macro-économique et la croissance économique », la Banque et le Fonds reconnaissent maintenant qu'il est également nécessaire de protéger les plus faibles des effets négatifs de ces réformes économiques et d'aider tous les secteurs de la société à en profiter.

La Banque et le Fonds prétendent maintenant promouvoir la consultation avec la société civile dans la formulation des stratégies de développement et demandent aux autorités publiques nationales de travailler avec les syndicats pour évaluer le niveau de pauvreté d'un pays, définir les objectifs de réduction de la pauvreté et établir des programmes de politiques financés particulièrement. Ces allégations s'éloignent toutefois trop fréquemment de la pratique.

Bien que cela puisse encourager les syndicats africains à participer aux DRSP, ils continueront de s'inquiéter au sujet de l'écart constant entre les objectifs de la lutte contre la pauvreté et les objectifs de stabilité macro-économique des DRSP.

Malgré leur nouvelle insistance sur la participation des citoyens dans la lutte contre la pauvreté, les institutions financières internationales n'ont pas encore modifié significativement les conditions macro-économiques qui ont exacerbé la pauvreté et nuï aux syndicats et à la société civile qui les ont sérieusement contestées et elles continuent d'imposer, sous un nouveau nom, les éléments traditionnels des instruments des PAS qui devaient être abandonnés par la suite, comme l'a dit le Président Wade du Sénégal, omettant d'atteindre leurs objectifs.

Nous sommes convaincus que ***tous les efforts doivent être faits pour s'assurer que les peuples africains, par le biais des organisations de la société civile, en plus d'une représentation par le gouvernement, participent pleinement aux discussions du NPDA*** et des conditions en vertu desquelles le « partenariat » avec les pays du G-8 se concrétise sur le terrain en Afrique.

Ce n'est pas en dehors des désirs manifestés par les dirigeants africains qui, à la première réunion du « Comité de mise en œuvre » du NPDA, ont souligné la nécessité d'un plan stratégique pour la promotion du NPDA non